



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mardi 19 février 2019 — N° 15**

*Treize heures quarante*

Président de l'Assemblée nationale :  
M. François Paradis

---



Partie 1

**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Hommage à Claude Philibert de La Tuque.*
- La députée de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *Souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Auberge Shalom pour femmes.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *100<sup>e</sup> anniversaire du village de Sainte-Madeleine.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Souligner la 16<sup>e</sup> édition du Sammy's Valentine's Gala.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Hommage à Gerald McDonald.*
- La députée de Prévost sur le sujet suivant : *Saint-Hippolyte fête cette année ses 150 ans.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *La CDC et son leadership dans la mésaventure du Centre communautaire de Louiseville.*
- Le député d'Hochelaga-Maisonneuve sur le sujet suivant : *35 ans du Chic Resto Pop.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *Hommage à M. Albert Santerre, maire de Saint-Ignace-de-Stanbridge.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Nomination du court métrage Fauve aux Oscars.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 1  
Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2018**
- 2) Projet de loi n° 2  
Loi resserrant l'encadrement du cannabis  
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **5 décembre 2018**
- 3) Projet de loi n° 5  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans  
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
- 4) Projet de loi n° 6  
Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale  
Présenté par la ministre de la Justice le **13 février 2019**

- 5) Projet de loi n° 8  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **6 février 2019**
  
- 6) Projet de loi n° 9  
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes  
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **7 février 2019**
  
- 7) Projet de loi n° 10  
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **12 février 2019**

*Étude détaillée en commission*

- 8) Projet de loi n° 3  
Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire  
Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019  
Principe adopté le **13 février 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 9) Projet de loi n° 190  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

**10) Projet de loi n° 191**

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

**11) Projet de loi n° 193**

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse

Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

**III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**12) 14 février 2019**

Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des relations avec les citoyens, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 9, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques le jeudi 21 février, le mardi 26 février de 10 heures à 11h30 et de 19h30 à 21 heures, le mercredi 27 février de 15 heures à 18 heures et le jeudi 28 février 2019 de 15 heures à 17h15;

QU'à cette fin, la Commission entend les personnes et organismes suivants :

Québec International  
Ville de Québec  
Conseil du patronat du Québec  
Commission des partenaires du marché du travail  
Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Fédération des chambres de commerce du Québec  
Montréal International  
Regroupement des organismes en francisation du Québec  
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes  
Fédération québécoise des municipalités  
Union des municipalités du Québec  
Ville de Montréal  
La Maisonnée  
Pierre Fortin, économiste  
Accueil Liaison pour Arrivants  
Conseil interprofessionnel du Québec

QUE les personnes et organismes soient convoqués et entendus dans l'ordre où ils apparaissent à la présente motion;

QUE le Comité directeur puisse toutefois procéder, s'il y a lieu, à des modifications à l'horaire afin notamment de tenir compte des demandes de changement des personnes et des organismes;

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 4 minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 1 minute au deuxième groupe d'opposition et 1 minute au troisième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 11 minutes 40 secondes pour l'opposition officielle, 2 minutes 55 secondes pour le deuxième groupe d'opposition et 2 minutes 55 secondes pour le troisième groupe d'opposition;

QUE le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

**Mandat réglementaire**

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 13 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 5 février 2019).
- **Projet de loi n° 8**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière (mandat confié le 14 février 2019).

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Westmount–Saint-Louis au ministre de la Famille sur le sujet suivant : *Les impacts négatifs de la promesse irréaliste du gouvernement caquiste d’implanter des maternelles 4 ans mur à mur sur le réseau des services de garde sans aucune évaluation ni planification du gouvernement* (avis donné le 14 février 2019).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi resserrant l’encadrement du cannabis (mandat confié le 7 février 2019).

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les questions déjà inscrites paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 21) M. Rousselle (Vimont) – **19 février 2019**  
Au ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale

Le 12 juin 2018, le projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d’autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, a été adopté à l’unanimité par les membres de l’Assemblée nationale.

Ce projet de loi comptait cinq grands thèmes dont un relativement à la législation des agences de placement et de recrutement.

La section portant sur les agences de placement et les agences de recrutement s'est définie particulièrement par l'article 92.7 qui va comme suit :

« 92.7. Le gouvernement peut, par règlement :

1° définir ce qui constitue, pour l'application de la présente loi, une agence de placement de personnel, une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, une entreprise cliente et un travailleur étranger temporaire;

2° établir des catégories de permis et déterminer, relativement à ces catégories, les activités qui peuvent être exercées par une agence;

3° fixer la durée de validité d'un permis et toute condition, restriction ou interdiction relative à sa délivrance, à son maintien et à son renouvellement;

4° prévoir les mesures administratives applicables au titulaire de permis en cas de défaut de respecter les obligations prévues par la présente loi ou par l'un de ses règlements;

5° déterminer les obligations qui incombent à une agence de placement de personnel ou de recrutement de travailleurs étrangers temporaires et celles qui incombent à l'entreprise cliente lorsqu'elle retient les services d'une telle agence;

6° prévoir toute autre mesure visant à assurer la protection des droits des salariés concernés par la présente section. »

Le 6 juin 2018, lors de l'étude détaillée du projet de loi n° 176 à la Commission de l'économie et du travail, votre collègue, le député des Chutes-de-la-Chaudière, a tenu des propos positifs en regard des agences de placement et du projet de loi en général :

« (...) Les agences de placement, donc, je dois avouer que c'est un domaine que je ne connaissais pas beaucoup [...]. Donc, je pense que c'est une bonne chose qu'on mette de l'ordre là-dedans, parce que c'est des travailleurs souvent à bas salaire, des gens peu instruits, démunis, puis je pense que c'est notre rôle en tant que gouvernement de contrôler comment les choses se passent. (...) »

« (...) Dans son ensemble, c'est un projet de loi satisfaisant. (...) »

Suite à l'adoption de ce projet de loi et les commentaires positifs cités plus haut, le ministre du Travail peut-il confirmer à quel moment précisément il a l'intention de prépublier le règlement?

22) M. Benjamin (Viau) – **19 février 2019**  
À la ministre du Tourisme

Le 9 septembre dernier, le premier ministre a annoncé sa volonté de soutenir la création de 500 nouvelles entreprises agrotouristiques d'ici 4 ans. Or, depuis cette date, nous n'avons eu que très peu d'écho sur cette promesse. Depuis le 18 octobre 2018, des démarches doivent avoir été entreprises pour respecter votre promesse. En ce sens, nous voulons savoir :

Quel est votre échéancier pour la création des 500 nouvelles entreprises?  
Combien de nouvelles entreprises verront le jour chaque année?

Quel sera le budget total alloué pour soutenir la création de ces 500 nouvelles entreprises?

Depuis votre arrivée au gouvernement, est-ce qu'il a des entreprises agrotouristiques qui ont été créées grâce au soutien gouvernemental? Si oui, quel a été le soutien financier apporté pour chacune des entreprises?

Est-ce que des entreprises agrotouristiques existantes bénéficieront aussi de soutien financier?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**a) 5 février 2019**

Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi –  
*députée d'Abitibi-Ouest.*

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

**aa)** Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques – *député de Jonquière.*